



**ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE  
ENLEVEMENT DES DEPOTS SAUVAGES POUR LA PERIODE 2025-2029**

**Règlement de la Consultation**

**Date et heure limites de réception : Le vendredi 23 mai 2025 à 12h00**

**PROCEDURE ADAPTEE DE PRESTATION**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)**

**Maître de l'ouvrage**

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE L'OISE ET DES 3 FORETS (CCVO3F)**

**Objet de la consultation**

**Accord cadre mono-attributaire :**

**ENLEVEMENT DES DEPOTS SAUVAGES**

**Pour la période 2025-2029**

**Accord cadre mono-attributaire  
De prestations**

## **SOMMAIRE**

	Pages
<b>ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE .....</b>	<b>1</b>
<b>ENLEVEMENT DES DEPOTS SAUVAGES POUR LA PERIODE 2025-2029 .....</b>	<b>1</b>
Accord cadre mono-attributaire : .....	2
<b>ENLEVEMENT DES DEPOTS SAUVAGES .....</b>	<b>2</b>
Pour la période 2025-2029 .....	2
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
2-1. Définition de la procédure .....	5
2.1.1 Maître d’Ouvrage.....	5
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	6
2-3. Conditions de participation des concurrents.....	6
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières .....	6
2-5. Durée du marché.....	6
2-6. Modifications de détail au dossier de consultation .....	6
2.6.1 Modification de détail .....	6
2.6.2 Prolongation du délai de remise des offres.....	7
2-7. Délai de validité des offres.....	7
2-8. Propriété intellectuelle .....	7
2-9. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	7
2-10. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau .....	7
2-11. Appréciation des équivalences dans les normes.....	7
<b>ARTICLE 3. MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES.....</b>	<b>7</b>
4-1 Documents fournis aux candidats.....	7
Mise à disposition du dossier de consultation des entreprises par voie électronique .....	8
4-2. Composition de l’offre à remettre par les candidats.....	8
<b>ARTICLE 5. ELIMINATION DES CANDIDATS .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 6. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>11</b>
6-1. La valeur technique des prestations (60%).....	11
6-2. Le prix (40%).....	12
6-3. Auditions & Négociations.....	12
<b>ARTICLE 7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS .....</b>	<b>13</b>
7-1. Conditions de la dématérialisation .....	13
7-2. Modalités d'envoi des propositions dématérialisées .....	14
7-3. Modalités de signature des offres .....	16

7-4. Autres informations.....	17
<b>ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>17</b>
8-1. Renseignements administratifs et techniques.....	17
8-2. Voies de recours .....	17

## **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation concerne l'accord cadre mono-attributaire à bons de commande pour la réalisation de l'enlèvement des dépôts sauvages pour le compte de la communauté de communes de la Vallée de l'Oise et des 3 forêts (CCVO3F).

L'accord cadre mono-attributaire est conclu pour une période d'un (1) an à compter de sa notification.

Le marché peut être reconduit par période d'un an, dans la limite de trois reconductions.

La description des interventions et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des interventions, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la communauté de Communes, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au Pouvoir Adjudicateur du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2131-12 du Code de la commande publique

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée en application des articles L. 2131-12 du Code de la Commande Publique (CCP), ainsi que des articles R. 2162-2 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 relatifs aux accords-cadres à bons de commandes.

#### Montant des commandes pour la durée initiale

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande avec montant minimum et un montant maximum en valeur en application de l'article R2162-4 modifié par le décret n°2021-1111 du 23 août 2021 du Code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

Marché	Montant minimum en € HT	Montant maximum en € HT pour 4 ans
Enlèvement des dépôts sauvages	10 000 €	220 000 €

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

#### 2.1.1 Maître d'Ouvrage

**Communauté de Communes de la Vallée de l'Oise et des 3 Forêts**

Siège : 78 rue Pierre Brossolette

95590 PRESLES

Adresse administrative :1, avenue Jules Dupré

95290 L'ISLE-ADAM

## **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots. La dévolution en lots séparés étant de nature à rendre l'exécution du marché difficile et pouvant engendrer pour la Communauté de Communes des coûts supplémentaires

## **2-3. Conditions de participation des concurrents**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra **indiquer tous les sous-traitants** connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement. En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un **groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire**.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

## **2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les variantes ne sont pas autorisées.

## **2-5. Durée du marché**

Le marché est conclu pour une **durée initiale d'un an du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 30 juin 2026**.

### **Reconduction du marché :**

La reconduction du marché pour une période d'un an se fera de **manière tacite** dans la limite de 3 reconductions d'une année.

Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction.

La non reconduction du marché par le pouvoir adjudicateur à la fin de l'une des deux premières périodes ne constitue pas une résiliation du marché. Elle met fin au marché, sans indemnité pour le titulaire. La notification d'une telle décision se fera, **avec un préavis de deux mois**, par lettre recommandée avec avis de réception.

## **2-6. Modifications de détail au dossier de consultation**

### **2.6.1 Modification de détail**

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard huit (8) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les modifications seront alors notifiées aux candidats, via le profil acheteur de la CCVO3F <https://www.marches-securises.fr/> , qui devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date pour la remise des candidatures et des offres est reportée au cours de l'étude du dossier, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date

#### **2.6.2 Prolongation du délai de remise des offres**

Le Maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de repousser la date de remise des offres au plus tard cinq (5) jours avant la date initialement fixée pour cette remise des offres.

Les candidats devront alors répondre sur ces bases sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

#### **2-7. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de **120 jours** ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

#### **2-8. Propriété intellectuelle**

Sans objet.

#### **2-9. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

#### **2-10. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Sans objet.

#### **2-11. Appréciation des équivalences dans les normes**

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

### **ARTICLE 3. MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation sera téléchargeable gratuitement par les candidats sur le profil acheteur de la CCVO3F.

### **ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES**

#### **4-1 Documents fournis aux candidats**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de la consultation ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- La simulation comparative de commande (document non contractuel) ;
- Certification – traitement de l'amiante.

### Mise à disposition du dossier de consultation des entreprises par voie électronique

Conformément à l'article R2132-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-securises.fr/>

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par l'intermédiaire du profil acheteur.

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations.

### Modification de détail au dossier de consultation

#### De la part du candidat

Les candidats sont dans l'obligation de présenter une offre conforme à la demande du pouvoir adjudicateur.

## **4-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats**

### **A) d'une part les pièces relatives à la candidature :**

En application des articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics (annexe 9 du code précité), l'opérateur économique doit produire les documents et/ou renseignements rédigés en langue française suivants

#### **Situation juridique – références requises :**

- Formulaire DC1 – Lettre de candidature – Habilitation du mandataire par ces cotraitants il contient toutes les attestations sur l'honneur nécessaires. C'est un document de candidature qui doit être signé par le candidat.
- Formulaire DC2 – Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.
- Formulaire DC4 – Déclaration de sous-traitance.
- Formulaire NOTI2 – Etat annuel des certificats reçus



**Capacité économique et financière - références requises :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles

**Capacités techniques et professionnelles- références requises.**

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement
- Présentation d'une liste de référence des prestations exécutées au cours des trois dernières années.
- Déclaration concernant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des marchés de même nature. Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs autres opérateurs économiques. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de cet autre opérateur économique et produire les documents et renseignements susvisés. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet autre opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Afin de fournir les renseignements permettant d'évaluer l'ensemble des capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat doit remettre un formulaire type (imprimé DC2) dûment rempli.

La CCVO3F attire l'attention des candidats sur le fait que les références produites devront montrer la capacité des candidats à réaliser les prestations du marché.

**Assurances.**

- Attestations d'assurance responsabilité civile et décennale preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

**La production de ces documents conditionne la validité de la candidature.**

Les formulaires DC1, DC2, DC4 et NOTI 2 sont mis à disposition sur le site du MINEFI à l'adresse suivante : [http://www.minefi.gouv.fr/themes/marches\\_publics/formulaires/index.htm](http://www.minefi.gouv.fr/themes/marches_publics/formulaires/index.htm).

**B) d'autre part les pièces relatives à l'offre :**

**- Un projet de marché comprenant :**

- Un pouvoir de signature, daté et signé + cachet de la société, si le signataire n'est pas le président, directeur de la société candidate
- **L'acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du prestataire ;

Dans le cas d'un groupement conjoint, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre, en sus des renseignements exigés par l'article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics) ;

Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics) ;

– Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).

- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)** ci-joint à accepter sans aucune modification ;
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)** ci-joint, à accepter sans aucune modification ;
- **Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer sans modification ;
- **Un mémoire technique justificatif** des dispositions que le candidat se propose d'adopter comprenant :
  - Des indications concernant les procédés et moyens d'exécution envisagés pour la l'enlèvement des dépôts sauvages sans amiante et les dépôts d'amiante.
  - Les procédures et moyens mis en place pour garantir les délais d'exécutions que l'opérateur économique s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché.
  - La filière de tri et d'élimination des déchets.
  - Les dispositions d'organisation prévues par le candidat, pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets de chantier, en conformité avec l'article L 541-2 du Code de l'Environnement. Cet engagement du candidat supposera qu'il ait pris connaissance des contraintes de toutes natures liées au traitement des déchets du chantier.
- *NOTA : Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitants) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, l'opérateur économique se portant candidat produit les mêmes documents concernant lesdits opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur dans la candidature. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités desdits opérateurs économiques pour l'exécution du marché, l'opérateur économique se portant candidat produit un engagement écrit de chacun de ces opérateurs économiques.*

## **ARTICLE 5. ELIMINATION DES CANDIDATS**

Dans le cas d'absence d'une ou plusieurs pièces devant figurer dans le pli contenant la candidature, détaillées à l'article 5.1, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats de compléter leur dossier, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables à compter de la réception de la demande faite par courrier électronique ou fax.

Les documents demandés dans le cadre d'une régularisation seront transmis au SIPIAP sur support papier (courrier) ou par voie électronique

A défaut de production du ou des documents demandés dans le délai fixé, la candidature sera déclarée irrecevable.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique ou qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions figurant ci-dessus, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces mentionnées à l'article 5.1 du présent règlement de la consultation, ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Ne seront pas admises lors de l'ouverture par le Pouvoir Adjudicateur :

- Les candidatures qui ne présentent pas de garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes pour exécuter le marché.

## **ARTICLE 6. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES**

Le pouvoir adjudicateur sélectionne l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux dispositions de l'article R2152-7 du code de la commande publique.

Les critères intervenant au stade du jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

<i>Libellé</i>	<i>%</i>
1- Prix des prestations	40
2- Valeur Technique	60

Chaque critère donnera lieu à l'attribution d'une note qui sera elle-même pondérée de la manière indiquée ci-dessus. L'addition des 2 notes ainsi pondérées, permettra, sur chaque offre, l'attribution d'une note globale à l'entreprise. **C'est la note globale** qui permettra d'obtenir, au terme de l'analyse, un classement des offres, qui guidera le choix du pouvoir adjudicateur

### **6-1. La valeur technique des prestations (60%).**

La note attribuée à ce critère sera calculée en fonction des sous critères énumérés ci-après.

En cas de mémoire justificatif incomplet, chaque élément manquant se verra attribuer la note de 0, note non éliminatoire dans ce cadre.

Ce critère sera jugé par rapport au niveau minimum de qualité exigée pour réaliser les prestations demandées. La qualité supérieure proposée doit avoir un intérêt pour assurer le bon fonctionnement des systèmes, être en rapport avec les besoins exprimés.

Le mémoire technique sera apprécié au regard des références présentées par les candidats en matière de prestations d'adduction en eau potable.

- Une note indiquant les moyens que l'entreprise s'engage à mobiliser pour l'exécution de cette opération : le personnel permanent d'encadrement et d'exécution prévu avec mention de leurs qualifications, ainsi que la liste du matériel disponible et spécifique pour la mise en œuvre et la parfaite réalisation des prestations du marché : **30 points**
- Des indications concernant les procédés d'exécution envisagés pour :  
L'enlèvement des dépôts sauvages sans amiante : **20 points**  
L'enlèvement dépôts d'amiante : **20 points**
- Une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène durant les interventions : **10 points**
- Une note décrivant le dispositif et les moyens mis en place pour le respect des délais impartis : **10 points**
- La démarche qualité que l'entreprise compte suivre pendant la durée du contrat et les moyens de contrôle interne mis en œuvre : **10 points**

La valeur technique sera ainsi notée puis pondérée de la manière suivante :

$$\text{NPP} = \text{CO} \times \text{NP}$$

-

**R.C.**

- CO : coefficient de pondération (60%)
- NPP : note pondérée de l'offre considérée
- NP : note de l'offre considérée

**6-2. Le prix (40%)**

Sera noté le niveau de prix proposé par l'entreprise dans le cadre du Bordereau des prix unitaires.

**L'offre qui présente le prix en euros le moins élevé se voit attribuer la note la plus élevée.**

Les autres offres sont notées proportionnellement à l'offre la moins élevée selon la formule :

$$NP = NO \times (PO / P)$$

NO : note maximale de l'offre la mieux placée

NP : note de l'offre considérée

PO : prix de l'offre la mieux placée

P : prix de l'offre considérée

Puis application de la pondération :

$$NPP = CO \times NP$$

CO : coefficient de pondération (60%)

NPP : note pondérée de l'offre considérée

NP : note de l'offre considérée

**Concernant le critère prix :**

*La comparaison des prix sera effectuée sur la base du B.P.U et de la simulation comparative de commande*

*Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détail des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimerait nécessaires.*

**6-3. Auditions & Négociations**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier le contenu des offres avec les candidats.

Le pouvoir adjudicateur pourra négocier avec les 3 candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse selon les critères fixés à l'article 6 du présent règlement de la consultation. Il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

La négociation a pour but d'optimiser les offres acceptables aux regards des critères définis ci-dessus. Les candidats peuvent ainsi être amenés à préciser, compléter ou modifier leur offre, sans modification substantielle des conditions initiales de la concurrence.

La négociation ne peut porter que sur l'objet du marché et elle ne peut pas modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles que définies dans les documents de la consultation.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre (le prix ou d'autres critères).

La négociation peut comporter plusieurs phases.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats et les informations données aux candidats ne peuvent être de nature à avantager certains d'entre eux.

## **R.C.**

Le pouvoir adjudicateur ne peut révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la négociation sans l'accord de celui-ci.

Si audition et négociation ont effectivement lieu, une convocation sera transmise quelques jours avant. Il est demandé que participe à cette audition le chef de projet identifié dans la présentation de l'équipe remise par le candidat.

L'audition des candidats, le cas échéant, se déroulera en deux temps :

- Dans un premier temps (d'environ 30 mn), les candidats auditionnés procéderont à une présentation rapide de leur entreprise et de l'équipe en charge des prestations proposées. Ils pourront exposer un à deux projets équivalents à l'objet du marché et pertinents, de manière illustrée (PowerPoint souhaité).

- Dans un deuxième temps (d'environ 30 mn), l'audition consistera en un échange entre le pouvoir adjudicateur et les candidats auditionnés portant sur les précisions qui pourraient être apportées au regard du mémoire technique, de la proposition financière et du cahier des clauses techniques particulières.

L'offre retenue sera celle qui comptabilise la note la plus élevée sur la base des critères pondérés énoncés ci-dessus.

La décision de contracter sera prise par le Président du Syndicat. Les candidats non retenus seront avisés par écrit du rejet de leur offre.

Si le candidat retenu ne fournit pas les certificats et documents mentionnés au présent règlement de consultation dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Le pouvoir adjudicateur choisit enfin l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue de la négociation.

## **ARTICLE 7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

**Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, les opérateurs économiques doivent transmettre obligatoirement leur offre par voie électronique.**

Cette transmission sera réalisée sur la plateforme profil acheteur du SIPIAP: Enlèvement des dépôts sauvages <http://www.marches-securises.fr>

La transmission des offres par messages électronique (sur la boîte mail du SIPIAP, par exemple) n'est pas autorisée.

Sauf demande expresse, la transmission des documents sur un support physique électronique (CDROM, USB ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

### **7-1. Conditions de la dématérialisation**

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme « dématérialisée » sera examinée.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt
- odt, ods, odp, odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

En cas de rematérialisation par le pouvoir adjudicateur des pièces transmises par voie dématérialisée, l'attributaire accepte la rematérialisation sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle et, à ce titre, à signer une édition de ces documents sans procéder à la moindre modification de ceux-ci, pour les remettre à la personne publique sous cette forme, par courrier postal.

## **7-2. Modalités d'envoi des propositions dématérialisées**

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des pré-requis de la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-securises.fr> et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique par mail [contact@ccvo3f.fr](mailto:contact@ccvo3f.fr) ou par téléphone au 01.34.69.12.06

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les candidatures et les actes d'engagement transmis par voie électronique peuvent être signés au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être **conformes au Référentiel Général de Sécurité** défini par le décret n°2010-112 du 2 février 2010 et **référéncés sur une liste** établie :

- pour la France, par le ministère chargé de la réforme de l'Etat : <http://references.modernisation.gouv.fr>
- ou pour les autres Etats membres par la Commission Européenne ([https://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf](https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf))

Le candidat peut également utiliser un certificat délivré par une autorité de certification ne figurant sur aucune de ces listes. Dans ce cas, le certificat doit répondre à des normes équivalentes à celles du Référentiel Général de Sécurité défini par le décret n° 2010-112 du 2 février 2010. Si le certificat de l'autorité est officiellement référencé mais n'apparaît pas encore sur la liste mise à disposition (attente d'une mise à jour), le candidat devra produire les documents attestant de son état.

**Si le candidat n'utilise pas l'outil de signature de la plateforme de dématérialisation**, il doit joindre à son envoi électronique l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent au moins la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Les certificats de signature doivent être d'un niveau \*\* ou \*\*\* du Référentiel Général de Sécurité et le signataire doit joindre à son envoi électronique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature.

De plus, seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de par sa signature électronique au sens de l'article 1316-4 du Code civil, qui entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi et accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

**En cas de programme informatique malveillant ou "virus" :**

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le maître de l'ouvrage peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

**Copie de sauvegarde :** Conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique (CD, clé USB ...) envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique,
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencée avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si le pouvoir adjudicateur impose la remise des candidatures et des offres signées, la copie de sauvegarde devra également être signée par le candidat. Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert. Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Communauté de Communes de la Vallée de L'Oise et des 3 Forêts

Monsieur Le Président

1 avenue Jules DUPRE

95290 L'ISLE ADAM

Pli pour la consultation : **Candidature et offre pour l'accord cadre mono-attributaire pour la période 2025 - 2029**

Candidat : .....

**NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE**

### **7-3. Modalités de signature des offres**

**L'acheteur laisse la possibilité à l'attributaire de signer l'accord-cadre électroniquement ou de le signer manuscritement. L'acte d'engagement sera signé par le seul candidat attributaire. Il en sera de même des déclarations de sous-traitance, le cas échéant.**

En cas de signature manuscrite, les pièces transmises via le profil acheteur seront rematérialisées. L'attributaire sera alors invité à une séance de signature desdites pièces, ou à les transmettre par voie postale.

En cas de signature électronique, l'accord-cadre sera signé au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS ».

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

- La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>
- Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1er octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au



soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

#### **7-4. Autres informations**

Il est précisé que les échanges entre la CCVO3F et les candidats, après clôture de la consultation, pourront s'effectuer via la plateforme marchés sécurisés ou par courriel. Les candidats sont donc responsables de la validité et de la consultation régulière de l'adresse mail indiquée dans leur offre et mentionnée sur la plateforme. Les candidats s'assureront également que les messages envoyés par la CCVO3F et la plateforme marchés sécurisés ne soient pas considérés comme des courriers indésirables (SPAM).

### **ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours ouvrés avant la date limite de remise des plis, une demande par courriel aux personnes désignées ci-dessous ou directement sur la plateforme de dématérialisation dans les conditions suivantes :

Les candidats s'engagent à prendre entièrement connaissance des pièces de la consultation, des documents qui y sont cités et, le cas échéant, contacteront toutes les Administrations et Autorités concernées par le présent accord-cadre. Ils ne pourront arguer d'aucune imprécision pour réclamer une quelconque modification de leur offre (y compris financière).

Dans le cas où la rédaction des pièces leur apparaîtrait anormale ou ambiguë, ou pour les questions techniques, il appartient aux candidats de le signaler par courriel à la CCVO3F au plus tard 15 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres en utilisant les coordonnées ci-dessous, ou via la plateforme de dématérialisation.

Une réponse sera adressée sur la plateforme de dématérialisation au plus tard 7 jours ouvrés avant la date fixée pour la réception des offres à tous les candidats ayant retiré le dossier. Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article du présent document qui y est relatif.

#### **8-1. Renseignements administratifs et techniques**

Communauté de Communes de la Vallée de l'Oise et des 3 Forêts  
1 avenue Jules DUPRE  
95290 L'ISLE ADAM  
Tel : 01 34 69 12 06  
Courriel : [contact@ccvo3f.fr](mailto:contact@ccvo3f.fr)  
URL: <https://www.marches-securises.fr>

#### **8-2. Voies de recours**

##### **Organe chargé des procédures de recours**

**Nom de l'organisme :** Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

**Adresse :**

2-4 Boulevard de l'Hautil 95000 Cergy Pontoise

Tel : 01 30 17 34 00

Fax : 01 30 17 34 59

courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

URL : <http://www.ta-cergy-pontoise.fr>

##### **Introduction des recours**

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :  
Tribunal Administratif de Cergy Pontoise,  
2-4 boulevard de l'hautil, 95000 Cergy Pontoise,

Tel. : 01 30 17 34 00

Fax : 01 30 17 34 59

Courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

Adresse internet : <http://www.ta-cergy-pontoise.fr>.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel avant la signature du marché (articles L551-1 et suivants du code de justice administrative) ;
- Référé-contractuel dans un délai d'un mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché, ou à défaut, dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L 551-3 à L 551-23 et R 551-7 à R 551-10 du code de justice administrative) ;
- Recours en contestation de la validité du contrat : auprès du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 04 avril 2014 n° 358994 « Département du Tarn-et-Garonne » par tout tiers justifiant d'un intérêt lésé contestant la validité de tout ou partie du marché conclu assorti, les cas échéants, d'un référé suspension en application de l'article L.521-1 du code de justice administrative et de demandes indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de la publication suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Ce recours peut être assorti d'une demande indemnitaire ;
- Recours gracieux à l'encontre des décisions faisant griefs dans les deux mois de leur publication ou de leur notification ;
- Recours pour excès de pouvoir à l'encontre des décisions faisant grief dans les deux mois de leur publication ou de leur notification (article R421-1 du code de justice administrative) ;
- Recours en contestation d'une décision de refus de résiliation d'un contrat : auprès du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 juin 2017 n°398445 par tout tiers justifiant d'un intérêt lésé de façon suffisamment directe et certaine par la décision de refus de résiliation, dans un délai de 2 mois à partir de la décision expresse ou implicite de refus de résiliation ;
- Recours de pleine juridiction, accompagné le cas échéant de demandes indemnitaires, dans les deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ; dès la signature du contrat, le concurrent évincé n'est plus recevable à déposer un recours pour excès de pouvoir ;
- Recours indemnitaire après demande préalable au pouvoir adjudicateur, dans le délai de déchéance quadriennale.

Le code de justice administrative est consultable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>.